



HAL
open science

Uniformisation ou re-hétérogénéisation : maintenir les systèmes de polyculture élevage dans les niches ou requestionner les tendances lourdes depuis les marges ?

Conclusion du colloque

Sébastien Treyer

► To cite this version:

Sébastien Treyer. Uniformisation ou re-hétérogénéisation : maintenir les systèmes de polyculture élevage dans les niches ou requestionner les tendances lourdes depuis les marges ? Conclusion du colloque. *Innovations Agronomiques*, 2014, 39, pp.1-6. 10.17180/ede4-7a33 . hal-04511492

HAL Id: hal-04511492

<https://hal.inrae.fr/hal-04511492>

Submitted on 19 Mar 2024

HAL is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L'archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d'enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.



Distributed under a Creative Commons Attribution - NonCommercial - NoDerivatives 4.0 International License

Uniformisation ou re-hétérogénéisation : maintenir les systèmes de polyculture élevage dans les niches ou requestionner les tendances lourdes depuis les marges ?

Conclusion du colloque

Treyer S.

Institut du développement durable et des relations internationales, 41 rue du Four, 75006 Paris

Correspondance : sebastien.treyer@iddri.org

En tant que vice-président du Conseil scientifique du Bassin Seine-Normandie, je vois les questions agricoles à travers ce Bassin parisien où les systèmes polyculture élevage sont de plus en plus réduits à des marges périphériques, et la question des marges a été très présente dans nos débats aujourd'hui. En tant que directeur des programmes à l'Idri, l'Institut du développement durable et des relations internationales, qui est un *think tank* adossé à Sciences Po, où nous travaillons sur les négociations internationales sur l'environnement, la question de la sécurité alimentaire mondiale, traduite souvent sous la forme « comment nourrir la planète », a été déterminante pour beaucoup de cadrages des négociations ou des politiques publiques : l'exercice Agrimonde INRA – Cirad (Paillard et al., 2011) a par exemple tenté de diversifier le cadrage et l'interprétation de cette question, pour sortir d'une vision centrée seulement sur l'augmentation de la production agricole mondiale. Cette question m'a semblé aussi structurer nos débats. Enfin, dernier préalable, ayant été président du comité de pilotage du programme de recherche Agrobiosphère de l'Agence nationale de la recherche, pour moi qui ai essayé de suivre cette aventure de financement de projets de recherche innovants, la question de la diversité des systèmes ou de la rediversification était centrale, et nos débats de ce matin sont très importants pour identifier des perspectives de recherche pour cette programmation.

Mes deux premiers commentaires concernent la nécessité de penser en dynamique. Tout ce que vous avez présenté aujourd'hui incitait vraiment à réfléchir les systèmes dont on parle en dynamique, c'est à dire à la fois les changements à très court terme qui pourront à la fois être très urgents ou très brutaux, et les transformations de long terme, qui sont en cours. Penser ces transformations est essentiel quand on essaye de réfléchir aux instruments de politique publique ou aux questions de recherche. Cadrer les problèmes en dynamique est essentiel.

Mon premier point concerne les évolutions potentiellement irréversibles qui sont en train de se jouer. La dynamique de changement du contexte, même si on ne peut pas la prévoir de manière déterministe, peut être très forte, voire brutale. Face à la question initiale qui était « quels pourraient être les moyens ou les conditions d'un essor des systèmes de polyculture-élevage ? », on a beaucoup parlé des moyens pour au moins essayer d'éviter leur disparition brutale à court ou moyen terme. Il faut donc tenir compte de ces tendances lourdes, vu l'importance de l'historicité, du lien au passé, de la manière dont la modernisation agricole, comme nous l'a montré le collègue espagnol - mais je pense qu'on aurait pu raconter une histoire assez similaire en France - a mis en place une forme de verrouillage qui crée la spécialisation, l'uniformisation, l'intensification, avec des structures, des institutions, et des politiques qui font système et qui verrouillent le système dans une tendance qui va continuer, dans de nombreux territoires - par exemple dans le Bassin parisien, avec toujours plus d'uniformisation et d'intensification. Outre ces verrouillages et tendances lourdes, comment penser les autres changements du contexte qui paraissent déterminants ? On a aussi des tendances dans les marchés mondiaux, et il me semble que malgré les nombreuses incertitudes, il faudrait essayer de les analyser et de les sérier : par exemple, une possible permanence d'une tendance haussière des prix sur les céréales, à tout le moins de leur volatilité, mais aussi sur le marché du soja, et puis des possibles à-coups donnés par des accords bilatéraux entre l'Union européenne et les États-Unis, l'Union européenne et le Mercosur. Parmi ces

évolutions déterminantes du contexte, les évolutions de la demande alimentaire sont aussi très paradoxales ; entre une possible augmentation de la consommation de viande dans l'ensemble à l'échelle de la planète, mais dans le même temps en Europe on voit bien une diminution de la viande rouge, une stabilisation de consommation de la viande blanche, des évolutions qui sont très différenciées, et puis des consommateurs dualisés, qui veulent à la fois une demande de consommation de masse, et une demande de qualité territoriale, le tout en même temps.

Que peut-on retirer de ces grandes évolutions du contexte, pour l'avenir des systèmes de polyculture élevage ? Il me semble qu'on voit ressortir un diagnostic de puissance de la céréalisation, ce qui questionne beaucoup la place probablement uniquement résiduelle laissée à l'élevage dans les espaces agricoles. Sur une telle question majeure, on pourrait faire quelques scénarios de prospective sur les grandes incertitudes du contexte : il n'est pas si sûr que le Brésil n'ait pas besoin de toute sa production animale pour son propre marché intérieur ; comme le disait un autre intervenant, « on voit bien qu'on manque d'offre du côté de la production de viande ». Les grands équilibres mondiaux nécessitent donc quelques scénarios de prospective.

Si la céréalisation constitue vraiment une puissance majeure qui avance dans les territoires, les marges où semblent cantonnés les systèmes de polyculture élevage vont encore se réduire : est-ce que notre question est d'essayer de les maintenir ? Resteront-ils confinés dans des marges ? Plus largement, il me semble que cela pose la question suivante : doit-on penser ces systèmes comme marginaux, ou bien ne peut-on pas réinterroger le centre, le cœur du système agroalimentaire, à partir de ces marges ? Est-ce que leur singularité est définitive, ou alors est-ce qu'on va pouvoir quand même en tirer des enseignements généraux pour les autres systèmes ? Si on ne parle pas de marges mais de niches, le risque, comme évoqué par un autre intervenant, c'est que c'est également un endroit où on se retrouve cantonné : l'économie de niche est une économie qui cherche à valoriser par la différenciation sur le marché des spécificités en attendant de « devenir grand ». La théorie du « transition management », très développée aux Pays Bas notamment (voir par exemple Geels et al., 2007), nous propose de plutôt considérer la niche comme un endroit où on protège une innovation avant qu'elle puisse se mesurer aux modèles économiques et modèles d'affaires qui sont déjà en place. Pour passer de la niche à quelque chose de plus important, il faut probablement passer à autre chose qu'à la mise en avant d'une logique de différenciation.

Finalement, je ne suis pas si sûr que les tendances en cours cantonneront les systèmes de polyculture élevage dans les marges. Certes, comme évoqué par un autre intervenant, des plans comme Ecophyto supposent de tels changements par rapport aux tendances en cours (spécialisation, simplification des rotations, recul de l'élevage) qu'il paraît difficile de les croire possibles. Certes c'est difficile d'y croire, l'expertise collective de l'INRA et du Cemagref (actuellement IRSTEA) a montré qu'en dessous d'un certain pourcentage de réduction de produits phytosanitaires, c'est un changement profond de système de production qui est nécessaire (Aubertot et al, 2005) : précisément, vous travaillez sur d'autres systèmes, qui seront peut-être rendus nécessaires. Je crois que les externalités environnementales, les externalités pour la santé, le coût reporté sur la production d'eau potable, par exemple, à cause de la présence de pesticides, tout cela va inciter quand même ces systèmes qui sont engagés dans la grande tendance à la céréalisation, à s'interroger sur la possibilité d'introduire un petit peu plus d'hétérogénéité, un petit peu plus de diversité dans les territoires et les paysages agricoles. Le coût de l'énergie a aussi été mentionné comme une des possibilités de réinterroger cette tendance de fond.

Pour toutes ces raisons, il est donc très important de ne pas perdre le capital que constituent les systèmes de polyculture-élevage actuels, parce qu'ils sont en fait une ressource pour l'avenir, pour penser la résilience (vu leur diversité et les options qu'ils représentent), pour penser l'adaptabilité, et pour penser aussi la relation entre l'agriculture et l'environnement.

Quelles peuvent être les politiques publiques qui permettent d'empêcher les irréversibilités et la disparition de ces systèmes ? Comment contrer, par exemple, la concentration des infrastructures de

collecte et de transformation et la disparition corrélative des petits abattoirs, des petits silos, etc., disséminés dans l'espace rural ? Les acteurs juste à l'aval de l'agriculture ont souvent des nécessités en termes d'économie d'échelle : maintenir les petites installations de collecte ou les petits abattoirs dispersés dans le territoire, cela représente un surcoût, on ne peut pas se le permettre. Face à ce raisonnement qui paraît implacable, comment peut-on réfléchir la logique d'économie de gamme qui était proposée ce matin, pas seulement sur les producteurs agricoles, mais aussi pour les acteurs juste à l'aval dans la filière, les coopératives ? Est-ce que le mot filière lui-même n'induirait pas à raisonner immédiatement en spécialisation ? Relier les filières entre elles, aider à penser l'économie de gamme à l'échelle des filières, c'est quelque chose qui me semble tout à fait important. Je ne perds pas de vue qu'il y a aussi de nombreuses autres logiques qui induisent la disparition de ces petites infrastructures dont le rôle est critique pour la rediversification : probablement la réglementation hygiène ou la sécurité sanitaire déterminent aussi la disparition des abattoirs, et donc ce n'est pas juste une question d'économie d'échelle. Il va donc falloir vraiment faire une politique de lutte contre ces irréversibilités, contre ces pertes d'une ressource ou d'un capital que constituent les systèmes de polyculture élevage, mais la concevoir comme telle constitue un chantier dont je ne crois pas qu'il soit aujourd'hui lancé, et il touche un ensemble de politiques, depuis la politique agricole, jusqu'aux normes sanitaires.

Mon deuxième point concerne aussi la nécessité de penser en dynamique, mais il ne s'agit pas seulement du contexte, mais aussi des transformations des systèmes de polyculture-élevage eux-mêmes. Il me semble essentiel de souligner, comme vous l'avez fait dans vos débats, que ces systèmes sont en évolution permanente (ce qui fait bien d'eux un capital d'adaptation et d'innovation). Le fait qu'il faille penser ces systèmes comme étant sur une trajectoire de transformation continue est tout à fait important, mais c'est loin d'être une évidence dans les débats entre non spécialistes de ces systèmes, par exemple les débats plus généraux sur la réforme des politiques agricoles. Hors milieu de spécialistes, ces systèmes sont généralement vus comme traditionnels, si ce n'est désuet, ou au mieux dans une perspective fixiste, de systèmes immobiles qu'il faudrait conserver en l'état. Il est donc essentiel de participer à ces débats en montrant à quel point ces systèmes sont en permanence en train de se transformer pour s'adapter à un contexte changeant. Il faut donner à voir ces trajectoires de transformation continue, pas seulement la conversion vers une certaine rediversification, mais bien pour montrer qu'à l'égal des systèmes de grandes cultures, les systèmes de polyculture – élevage sont tout autant dans une perspective de transformation et de modernisation, mais pas nécessairement sur les mêmes trajectoires d'intensification. Qu'on se modernise sans forcément intensifier, par exemple, constitue un apparent paradoxe qu'il convient de mieux mettre en discussion.

Dans une telle perspective, tout comme c'est le cas pour l'agriculture biologique, un dilemme central semble se poser : comment faire pour à la fois utiliser un outil comme le cahier des charges pour trouver une valorisation économique supplémentaire, permettant à ces systèmes de vivre aujourd'hui, sans les enfermer dans des prescriptions qui les empêchent de se transformer et d'innover. Cette tension est tout à fait gérable dans les faits, mais il n'est pas facile de communiquer cette idée, que derrière une forme de certification il ne s'agit pas de figer les systèmes.

C'est donc très important aussi symboliquement, de pouvoir montrer combien les agriculteurs en polyculture élevage sont des innovateurs et des expérimentateurs.

Mon troisième point consiste précisément à insister sur la nécessité d'une politique institutionnalisée qui permette de soutenir, par des moyens financiers matériels mais aussi symboliquement, ces systèmes, en donnant à voir ces innovateurs et leurs trajectoires de transformation. Dans de nombreuses conceptions des politiques de recherche et développement en agriculture, il devient impératif de remettre les agriculteurs au centre du système d'innovation. Cela apparaît dans les fiches du dossier de ce colloque, qui mentionnent à de nombreuses reprises les démarches de conception participative, qui mettent au cœur les agriculteurs. Les choses vont donc dans le bon sens.

Cependant, dans le dialogue entre l'innovateur-agriculteur et les systèmes d'appui technique et de recherche, j'ai l'impression qu'il y a encore un besoin de faire encore plus pour donner à voir, pour raconter ces trajectoires de transformation permanente dont je parlais tout à l'heure. Cela devrait être un des points-clés du plan ministériel sur l'agroécologie : donner à voir, donner des références de systèmes innovants portés par les agriculteurs, par exemple en polyculture – élevage. C'est vraiment un énorme défi de réussir à sortir de l'idée que ces systèmes ne seraient que marginaux, qu'ils sont peut-être sous perfusion, etc. Les débats de ce colloque devraient donc être largement diffusés, en travaillant de manière très active la stratégie de communication à partir de ce matériau. Un élément crucial d'une telle stratégie repose sur la mise en valeur de récits d'agriculteurs, qui sont au moins aussi importants que l'accumulation des références techniques.

Concernant les références techniques, il est essentiel, comme l'a bien montré une table ronde, de pouvoir mettre sur la table les différentes manières de penser la performance, et d'essayer de disposer d'un appareillage d'évaluation des performances de ces systèmes qui soit à l'écoute de la manière dont les agriculteurs eux-mêmes souhaitent être évalués, de leurs propres critères de performance. Cela me semble un point particulièrement difficile à construire, et donc un point critique pour les politiques publiques aujourd'hui. En particulier, comment finance-t-on un système d'évaluation des performances en termes d'appui technique, de telle manière qu'il soit en mesure d'aller écouter chacun, de lui produire un outil d'évaluation spécifique pour chaque agriculteur ou chaque groupe d'agriculteurs... : c'est en tous cas une condition pour que ce système d'innovation et d'apprentissage soit en capacité de partager les expériences.

Autre raison pour laquelle l'évaluation des performances spécifiques reste complexe à mettre en place : il est courant de dire qu'il faut élargir les critères économiques à des critères écologiques et sociaux (pénibilité/attractivité du travail, contribution aux emplois dans l'espace rural, évaluation aux différentes échelles). Je voudrais insister sur la nécessité de remettre en cause également la manière dont on représente la rationalité économique des systèmes de polyculture-élevage. Il faut au sein même de cette catégorie économique diversifier la manière dont on évalue. Certaines performances ne peuvent être évaluées que sur du pluriannuel, d'autres doivent permettre d'illustrer la gestion du risque économique par la diversification, d'autres pour mieux donner à voir l'autonomie de décision/ la dépendance aux aides. Comment par exemple rendre compte de la stratégie économique évoquée par un agriculteur qui intervenait précédemment, et qui consiste à réserver un « budget d'expérimentation », pour couvrir les coûts d'essai/erreur ? Peut-on s'assurer que les outils d'évaluation de la performance n'écrasent pas une telle stratégie, qui est pourtant au cœur de la capacité des systèmes à évoluer et à se transformer ? Ces critères et cadre d'évaluation économique jouent un rôle d'autant plus critique qu'ils font partie du quantifiable, de ce qui est considéré comme le cœur de la discussion par les acteurs économiques : il est important de montrer que ces expérimentations sont un élément essentiel d'une stratégie économique, et ne sont pas qu'un « supplément d'âme ».

C'est dans la même perspective qu'on devrait essayer de concevoir les aides de la Politique agricole commune plutôt comme des incitations au changement ou des incitations à la réflexion, pour ne pas se retrouver dans des situations de dépendance aux aides. Malheureusement, alors que c'était peut-être précisément l'intention du Commissaire européen Dacian Cioloș pour la réforme de 2013, la décision sur cette réforme n'a pas donné ce sens aux aides du premier pilier et au verdissement. Ces aides constituent-elles des aides à la réflexion ou au changement, ou bien, comme l'a exprimé un intervenant, « des aides qui permettent de ne pas se poser les bonnes questions économiques ».

Autre élément de l'appui aux agriculteurs en tant qu'innovateurs, les organisations sociales, les organisations d'échange à une échelle territoriale, pour échanger des références, mais aussi des matières, pour créer des couples ou des coalitions. J'utilise à dessein le terme de coalition : c'est bien un enjeu de trouver un intérêt mutuel, parce qu'on a des choses à échanger, et pas uniquement par bonté d'âme. A l'échelle de ces réseaux, il y a donc aussi tout un ensemble d'expérimentations autour des systèmes de polyculture – élevage. Ces innovations organisationnelles vont être très utiles

également pour inspirer les systèmes de grandes cultures ou d'autres systèmes moins diversifiés. Par exemple, dans le bassin parisien, on aura sûrement à apprendre des échanges que vous avez développés.

Mon dernier point, en guise de conclusion, consiste à souligner qu'il faut évidemment remettre au cœur la question des choix politiques qui doivent être faits. Le développement durable est forcément un système de tensions entre les questions environnementales, sociales, et économiques, et non pas une solution miracle : ce sont donc des choix politiques qui doivent être faits. Certes, dans de nombreux cas discutés aujourd'hui, il s'agit de s'adapter à des contraintes extérieures qui semblent tout déterminer : prix de l'énergie, contraintes économiques, changement climatique... Certes, face à ces tendances, on recherche avant tout un chemin de viabilité. Certes, il existe aussi des systèmes win-win-win, gagnant-gagnant-gagnant, sur l'économique, le social, et l'environnemental, et on a eu des exemples intéressants dans nos débats. Néanmoins, la trajectoire future de nos systèmes n'est pas entièrement déterminée : l'évolution des structures agraires, la question de l'emploi rural ou la question de l'intensification, il s'agit là de processus dynamiques qui sont en partie portés par ces contraintes extérieures, mais sur lesquels je pense qu'il reste encore des choix à faire pour l'avenir, des choix politiques qu'il faut absolument mettre en débat.

Pour être un peu plus précis, si on s'intéresse essentiellement à la question des gaz à effet de serre, forcément pour le secteur de l'élevage ça veut dire avoir des animaux avec une très forte productivité par tête. Le problème, c'est que si on réfléchit uniquement à travers le prisme des gaz à effet de serre, on a des tensions inévitables avec d'autres dimensions : l'augmentation de la productivité par tête est assez compatible avec une logique d'intensification, mais c'est beaucoup plus problématique pour les questions de biodiversité. Une expertise collective de l'INRA sur l'ensemble des systèmes agricoles indiquait qu'au-delà d'un certain point, intensification et biodiversité ne sont plus compatibles (Le Roux et al., 2008). Il faudra donc faire des choix.

L'intensification est en particulier une vraie interrogation. Un intervenant a soulevé cette question : « est-ce que c'est à nous de nourrir la planète, est-ce que c'est la priorité ? » Il est très important de ne pas considérer que l'intensification s'impose *a priori*. C'est un choix politique. Il y a en effet aussi eu des projets de désintensification, qui ont porté les dynamiques des systèmes de polyculture élevage. Vu la diversité de ces systèmes, il ne faut pas forcément tomber d'accord, pour ou contre l'intensification. Mais il faut souligner qu'il n'y a pas d'impératif d'intensification qui serait directement lié à la sécurité alimentaire mondiale ou à la compétitivité, qu'on ne peut pas réduire au rendement. Entre les systèmes de production primaire et ces grandes questions mondiales, il faut nécessairement réintroduire le rôle des filières, d'autres types de valorisation par des contractualisations, d'autres bénéfiques. Vous avez précisément présenté des innovations très nombreuses, qui n'étaient pas en général tirées par une ambition d'intensification. Ces innovations-là seront, selon moi, un des piliers majeurs de la compétitivité européenne dans la compétition mondiale de l'agroalimentaire, par leur caractère pionnier et novateur.

Racontons donc des histoires de trajectoires de modernisation, d'évolution positive et rentable de systèmes de polyculture-élevage, qui ne soient pas forcément des trajectoires d'intensification. C'est essentiel pour s'interroger sur ce que moderniser veut dire. Plutôt que la seule focalisation sur l'intensification, comment raconter des histoires de transformation où c'est l'autonomisation qui est au cœur du projet.

Ces choix politiques sont probablement d'autant plus pertinents qu'ils ne s'imposent pas d'en haut, depuis Bruxelles ou Paris, mais qu'ils ne sont pas non plus faits de manière complètement non coordonnée par les producteurs de manière individuelle. Les dynamiques régionales semblent à ce titre tout à fait intéressantes, et plusieurs projets régionaux ont été mentionnés au cours de ce colloque. L'échelle des régions me paraît tout à fait pertinente pour construire ces projets politiques de transformations des systèmes de production et des territoires. Les institutions régionales n'ont pas

forcément le mandat ni les moyens de faire toute la politique régionale nécessaire pour la mise en œuvre de ces choix, mais il semble au moins essentiel d'instruire un débat sur ces choix politiques, sur l'intensification, la diversification, la stratégie de niche ou de re-questionnement de l'ensemble de l'agroalimentaire depuis les marges.

Références bibliographiques

Aubertot J.N., Barbier J.M., Carpentier A., Gril J.J., Guichard L., Lucas P., Savary S., Savini I., Voltz M. (éditeurs), 2005. Pesticides, agriculture et environnement. Réduire l'utilisation des pesticides et limiter leurs impacts environnementaux. Rapport d'Expertise scientifique collective, INRA et Cemagref (France)

Geels F.W., Schot J., 2007. Typology of sociotechnical transition pathways. *Research Policy* 36, 399-417

Le Roux X., Barbault R., Baudry J., Burel F., Doussan I., Garnier E., Herzog F., Lavorel S., Lifran R., Roger-Estrade J., Sarthou J.P., Trommetter M. (Eds), 2008. Agriculture et biodiversité. Valoriser les synergies. Expertise scientifique collective, rapport, INRA (France)

Paillard S., Treyer S., Dorin B. (Eds.), 2011. Agrimonde. Scenarios and challenges for feeding the world in 2050. Quae Editions, Paris, 293p.